

# VOIX DU MONDE RURAL

2010/03 N°99

**Accaparement des terres:  
Destruction de l'agriculture  
familiale et paysanne**

**VMR**

**Rédacteur en chef:**

George Dixon  
FERNANDEZ

**Secrétariat:**

FIMARC aisbl  
rue Jaumain 15  
5330 ASSESSE  
BELGIQUE  
Tél/fax: 32-83-65 62 36  
www.fimarc.org  
fimarc@skynet.be

**Compte bancaire:**

ING 310-0756026-94  
IBAN  
BE87 3100 7560 2694  
BIC/SWIFT  
BBRUBEBB

**Mise en page:**

FIMARC aisbl

**Photos & Dessins:**

FIMARC aisbl  
sauf mention spéciale

**Abonnement:**

15,00 €/an

**Parution:**

30<sup>e</sup> année

**Impression:**

IMPRIBEAU  
Beauplateau 1  
6680 SAINTE-ODE  
BELGIQUE  
www.impribeau.be

## Sommaire

EDITORIAL 3

DOSSIER

Accaparement des terres : Destruction  
de l'agriculture familiale et paysanne 5

MIJARC : Journée Mondiale de  
L'Alimentation 15

*Couverture : Assesse (Belgique) - 2007*

Périodique, publié en quatre langues par la FIMARC, qui  
donne un écho de la vie du monde rural et de l'action des  
Mouvements membres ou non de la Fédération

© FIMARC



*L'accès et le contrôle de la terre dans le contexte de souveraineté alimentaire est le thème central de ce VMR99. L'article principal de cette édition traitera de la tendance croissante de l'accaparement des terres un peu partout dans le monde et comment cela détruit l'agriculture paysanne familiale.*

*Les paysans quittent les zones rurales quand et où leur accès et leur contrôle sur la terre et sur d'autres ressources productives est menacé ou affecté. Pendant le pic de la crise globale, l'accaparement des terres a émergé comme une nouvelle menace pour les plus vulnérables, les petits paysans, les populations indigènes et les autres producteurs ruraux.*

*Sans aucun doute nous pouvons prédire que cela va ajouter des millions de personnes souffrant de la faim au nombre actuel qui dépasse déjà le milliard de personnes qui se couchent le ventre vide chaque nuit.*

*L'accaparement des terres peut être défini comme l'achat ou la location de vastes domaines de terre par des Nations riches mais non auto suffisantes au niveau alimentaire ou par des investisseurs privés dans des pays majoritairement pauvres ou des pays en développement afin de produire des produits pour l'exportation.*

*Mais pour les gens ordinaires, cela signifie la perte de contrôle sur leur terre, sur leur eau et les autres ressources, la privation de leur accès à la nourriture, la perte de leur identité de même que la perte de leur souveraineté.*

---

*Les Etats, les Sociétés transnationales et d'autres secteurs privés ont commencé à propager un nouveau slogan "plus d'investissement en agriculture" mais en réalité ils mésutilisent ce terme en investissant dans la terre, par l'accaparement. D'un coté en réponse à cette nouvelle vague d'accaparement de terre qui est un nouvel enjeu pour notre société, la Banque Mondiale promeut un nouveau set de 7 principes pour guider de tels investissements et en permettre le succès. La FAO, le FIDA (Fonds international pour le développement agricole) et la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement) se sont mis d'accord pour rejoindre la Banque mondiale et pour pousser collectivement ces principes. Il sera important d'observer attentivement ce changement. D'un autre cote la FAO de manière indépendante a entamé un nouveau processus pour mettre en place un guide volontaire de gouvernance responsable de gestion des terres. Nous devrions noter cela.*

*Nous pensons que vous aurez une vue générale sur cet enjeu d'accaparement des terres et de ses conséquences pour les ruraux et les familles paysannes dans ce dossier du VMR et nous vous souhaitons plein succès dans vos luttes contre les accapareurs de terres locaux, nationaux et internationaux pour assurer l'accès a la terre et les droits a la terre pour les populations. Merci de nous envoyer toutes les informations que vous auriez sur des cas concrets d'accaparement des terres dans votre région ou dans votre pays pour que nous puissions réagir collectivement comme FIMARC. Quelques questions suggérées dans cet article peuvent vous y aider.*

*Le prochain VMR vous proposera une deuxième analyse de cet enjeu de la terre avec un focus particulier sur les femmes. Merci de nous envoyer aussi vos expériences, vos réussites, vos difficultés sur ce thème afin de les partager avec l'ensemble de nos lecteurs.*

*En attendant vos réactions et vos commentaires, je vous souhaite une bonne lecture de ce VMR*

*Bien à vous*

*George Dixon FERNANDEZ  
Secrétaire général*



---

## **Accaparement des terres : Destruction de l'agriculture familiale et paysanne**

*Depuis quelques années, l'accaparement de terres se développe à travers le monde. Il s'agit de l'acquisition (location, concession, voire achat) par des multinationales ou des Etats, de vastes zones cultivables à l'étranger et à long terme (souvent 30 à 99 ans), pour produire des denrées alimentaires de base ou des produits pour les agrocarburants, destinées à l'exportation. Au mépris du droit à l'alimentation pour les populations locales, des Etats et des Sociétés transnationales (STN) accaparent des terres riches, à leur seul profit.*

*Dans ce dossier, nous proposons une première approche de cette réalité mondiale. Nous espérons que ce sera un outil pour permettre à chaque mouvement et groupe de regarder dans son pays ces réalités, de les analyser, et de chercher comment agir pour le droit des peuples à la souveraineté alimentaire et à disposer de leurs richesses.*

---

## **DES MILLIONS D’HECTARES ACHETES PAR DES ETATS OU DES MULTINATIONALES**

La moitié de l’humanité est rurale et paysanne, aujourd’hui. Partout des millions de producteurs agricoles sont marginalisés et perdent l’accès à la terre et aux ressources naturelles. Les activités liées à la terre sont à la base des moyens de subsistance, de revenus, d’emplois et de gestion convenable de l’environnement.

Or, voici que surgit un problème nouveau. La crise alimentaire est prise comme prétexte par des Etats pour accaparer des terres dans d’autres pays, pour produire les aliments dont leur peuple a besoin. De fait, nous assistons à une restructuration et à une expansion de l’agriculture industrielle – l’agrobusiness – dans les pays du Sud et de l’Est de l’Europe, avec des capitaux du Sud (Etats ou STN). En 2008, 40% des investissements agricoles transfrontaliers venaient de pays du Sud à destination de pays du Sud.

### **Accaparement des terres**

« L’invasion de puissantes corporations étrangères qui confisquent les terres agricoles au bénéfice des intérêts des industries d’agrocarburants, génère l’instabilité dans la chaîne alimentaire et entraîne l’expulsion des paysans de leurs propres terres. Des millions de personnes ont été déplacées par les guerres civiles ou pire encore par des catastrophes naturelles comme ce fut le cas il y a peu de temps en Haïti et au Chili. Nous tenons à exprimer notre solidarité à toutes les personnes affectées par ces désastres. »

*(Résolution finale de la Rencontre mondiale de la FIMARC  
Paraguay – mars 2010).*

### **Discrétion dans les transactions**

Durant les années 2008/2009, 20 millions d’hectares de terres productives – dont la plupart en Afrique – ont été vendus ou loués pour des périodes allant de 30 à 99 ans. Des contrats sont signés chaque jour, en toute discrétion, par de gros investisseurs. De nombreux exemples peuvent être cités.

Au Guatemala, des multinationales développent des plantations de palmiers à huile – pour produire des agrocarburants – et mettent la pression sur les petits agriculteurs pour qu’ils vendent leurs terres.



---

Le Mozambique a conclu un bail à long terme pour des terres fertiles à l'île Maurice. Ici, l'Etat a sous-traité le bail à une STN.

C'est le Qatar qui obtient 40 000 hectares de terres au Kenya. Le Qatar va y produire des fruits et légumes pour ses populations, donc produits qui vont être exportés et ceci dans une zone du Kenya riche en biodiversité et qui fait vivre 150 000 paysans privés de leurs terres. Alors que le Kenya est au bord d'une crise alimentaire qui touche 10 millions de personnes. Malgré des oppositions locales, le projet avance.

C'est la Libye qui obtient un bail à long terme sur 100 000 hectares au Mali pour produire du riz pour les libyens. Conséquences au Mali : exploitations familiales expropriées, cimetières profanés, parcours des animaux détruits ; pas de compensations versées aux paysans pour leurs terres.



«A ce jour, plus de 40 millions d'hectares de terre agricole (dont 20 millions en Afrique) ont changé de mains ou sont en négociation. Plus de 100 milliards de dollars US sont déboursés dans ces transactions. Des entreprises privées signent et réalisent ces accords. L'information est cachée au public, de peur de provoquer des réactions.»  
(Association GRAIN et Via Campesina – novembre 2009).

## Un néocolonialisme

Les pays « vendeurs » se situent en Afrique, au Moyen-Orient, en Amérique latine, en Asie, en Europe de l'Est et du Centre. Les pays « acheteurs » sont surtout les pays « occidentaux » (dont Japon et pays de l'Océanie) ; ce sont surtout des pays qui ont peu de terres agricoles fertiles.

---

M. De Schutter – rapporteur pour le droit à l'alimentation au Conseil des droits de l'homme de l'ONU – explique l'accaparement des terres par 4 raisons : la ruée de nombreux pays pour produire des agrocarburants ; la croissance de la population et l'urbanisation (moins de personnes produisent des aliments) ; une demande croissante de produits alimentaires de base ; la terre devient un placement sûr et rentable dans le cadre de la crise financière.

Il faut souligner que ce phénomène relève d'un néocolonialisme de la part des pays « acheteurs ». Il ne faut pas se laisser aveugler par le rôle des Etats. Il faut regarder de plus près les intentions et les actions des grandes entreprises agricoles ou financières. De vastes entreprises – au nom d'Etats - accaparent d'immenses superficies agricoles dans d'autres pays, pour leur approvisionnement en aliments, ou pour ravitailler le marché mondial des agrocarburants ; il s'agit de renforcer la sécurité alimentaire du pays « acheteur », au détriment de la souveraineté alimentaire et de la sécurité alimentaire des pays « vendeurs ».

*Questions proposées aux mouvements et groupes :*

- *Dans votre région ou votre pays, connaissez-vous des cas d'accaparement de terres agricoles ?*
- *Qui sont les « acheteurs » ?*
- *Qui sont les « vendeurs » (Etat, autorités publiques, paysans, etc.) ?*



*Exploitation familiale - Croatie 2008*

## **EXPANSION DU SYSTEME AGRICOLE PRODUCTIVISTE**

La Banque mondiale « accompagne » ce marché d'accaparement des terres, considérant que la terre est une marchandise comme une autre. Or, pour les paysans, la terre « est notre identité en tant que peuple ; la culture paysanne repose sur l'économie autonome, dépendant des ressources naturelles ; c'est une agriculture qui répond aux nécessités de la société et non à celles du marché. » (*Via Campesina*).

Les investissements privés sont liés à la privatisation massive des terres, au transfert du droit sur la terre au profit des multinationales. Même si la Banque mondiale veut imposer des critères, il s'agit d'un marché de dupes au détriment des petits paysans et des pays pauvres.

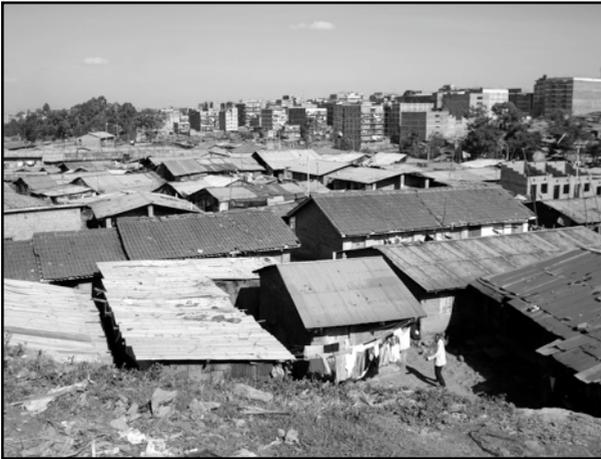
Partout où des terres sont accaparées par d'autres Etats ou des STN, le même système de production se met en place : monoculture, exportation des produits agricoles, produits chimiques, OGM, investissements lourds pour avoir des profits rapides, etc.

---

## Il s'agit de faire des bénéfiques

Pour les pays « vendeurs » ceci peut-il être profitable ? Certains disent que cela est vrai par la création d'emplois dans les exploitations agricoles, mais ils oublient de dire que l'accaparement des terres a spolié les paysans de leurs terres et de leur outil de travail.

Les violations des Droits humains sont importantes: droit à l'alimentation des populations, privées de leur outil de production ; droit des travailleurs agricoles, exploités comme simple main d'œuvre; droit des peuples à l'autodétermination sur leurs ressources; droit au développement local des communautés humaines.



*Bidonville - Nairobi (Kenya), 2007*

Partout, il s'agit d'installer le système agricole industriel, contrôlé par les STN de l'agro-industrie ou de la finance, en vue d'exporter des produits rentables. Le but est de produire des aliments pour les pays « acheteurs » de terres, ou loueurs. Les exigences des lobbies de l'agro-industrie sont claires : obtenir partout des conditions financières et fiscales favorables pour leurs investissements et leurs profits.

De plus en plus, c'est la loi du marché libre qui prévaut. Les acteurs ne sont pas seulement les Etats, mais surtout les entreprises agro-industrielles et la haute finance. « Nous produisons des denrées agricoles, comme d'autres fabriquent des chaussures ou des ordinateurs », dit un responsable d'une société financière, considérant que les aliments sont une marchandise comme les autres. Il s'agit de faire des bénéfiques sur la terre et les produits alimentaires. Ces entreprises n'ont aucun souci de la souveraineté alimentaire, ni de la sécurité alimentaire des peuples.



---

## Une agriculture qui détruit la terre

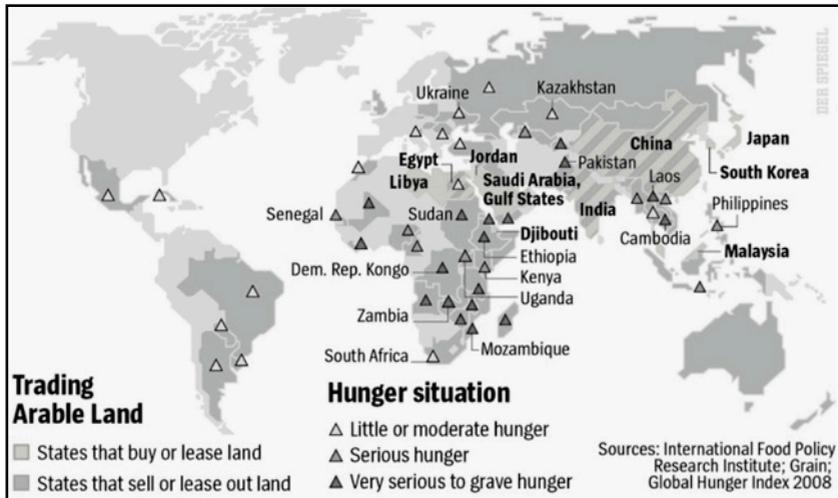
L'accaparement des terres agricoles permet à des investisseurs étrangers de prendre le contrôle des terres et de l'eau dans des pays en développement. Ceci est à l'opposé du renforcement de l'agriculture familiale et paysanne et des marchés locaux, seul système en mesure de nourrir les populations locales. La course à la terre ne sert pas les intérêts des communautés locales. Elle risque de faire disparaître l'agriculture paysanne, et va créer de graves conflits à propos des terres, mais aussi des ressources en eau.

C'est l'une des conséquences de la mondialisation financière et globale : primauté du marché sur les besoins des populations locales et des droits des paysans et des communautés à vivre de leurs productions ; concentration des exploitations dans les mains de gros propriétaires au détriment de l'agriculture familiale et paysanne ; diffusion d'un modèle agricole productiviste qui conduit à la marginalisation de paysans et à transformer beaucoup d'entre eux en « paysans sans terre ».

Les Etats et les STN font la promotion d'une agriculture non durable, car elle va épuiser les sols ; cette agriculture productiviste est basée sur des ressources non renouvelables; elle appauvrit les communautés locales et autochtones, en détruisant la terre, les ressources productives; elle accélère la destruction de l'écosystème par les monocultures, et aggrave la crise climatique.

*Questions proposées aux groupes et mouvements :*

- *Quelles sont les méthodes de production employées dans ces grandes exploitations (monoculture, produits chimiques, OGM, etc.) ?*
- *Quelles sont les conséquences de l'accaparement des terres :*
  - *Pour les paysans, les familles, les communautés, les autochtones ?*
  - *Pour l'agriculture familiale et paysanne ?*
  - *Pour l'environnement et l'avenir du monde rural ?*



## AGIR POUR LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE

On parle d'accords gagnant-gagnant : mais pour qui ? Suffit-il de moraliser et de discipliner ce marché nouveau ? Ou se poser les bonnes questions : qui profite de ces marchés ? qui profite de ces exportations ? qui sont spoliés de leurs terres ? Ne faut-il pas soutenir les efforts des petits agriculteurs pour accéder à la souveraineté alimentaire ?

Il nous faut nous demander : quelle agriculture et quel système alimentaire sont à même de nourrir les populations sans les rendre malades par des produits chimiques ? Quelle agriculture est à même de maintenir les paysans dans les petites exploitations familiales et paysannes plutôt que de les condamner à vivre dans des bidonvilles ? Quel système de production et d'alimentation peut permettre aux communautés locales de prospérer et de se développer ? Car la question de fond est : quelle agriculture voulons-nous ?

### Le pouvoir aux paysans et aux communautés

L'accaparement de terres ne peut qu'aggraver encore la crise alimentaire. Car il favorise un système agricole tourné vers les monocultures à large échelle, à base d'OGM, le remplacement des paysans par des machines, l'usage de produits chimiques et d'énergies non renouvelables. Cette agriculture au profit de quelques-uns ne peut nourrir la population locale. Elle nourrit les bénéficiaires de quelques-uns et accroît la pauvreté des autres.



---

Ce que nous devons faire : investir pour la souveraineté alimentaire locale, pour les marchés locaux, dans de petites exploitations agricoles familiales qui produisent l'essentiel de la nourriture actuelle dans le monde.

En rejoignant les luttes contre l'accaparement des terres, nous agissons pour la défense des ressources : terre, eau, biodiversité, environnement, etc. Les ressources naturelles doivent être disponibles pour ceux qui en ont besoin pour se nourrir et nourrir les populations locales, de manière durable et pouvoir vivre en tant que communautés et individus.

Investir pour la souveraineté alimentaire, c'est faire que la terre soit entre les mains des paysans, qu'elle soit source de subsistance pour beaucoup et non moyen de spéculation pour quelques-uns. Il s'agit de développer des marchés locaux pour les produits locaux, dans des circuits courts, orientés vers les communautés locales. Il s'agit de défendre un système agricole porteur d'avenir et défenseur des savoir-faire locaux. Les politiques agricoles doivent être décidées par les peuples, en donnant le pouvoir aux paysans et aux communautés.

### **Des paysans des Philippines défendent leur agriculture biologique**

« Quand on leur a demandé s'ils accueilleraient favorablement un transfert de technologies agricoles étrangères « supérieures » pour compenser les acquisitions de terres philippines, les agriculteurs de Negros Occidental ont répondu avec une certaine lassitude, mais très clairement, qu'ils étaient parfaitement satisfaits de leurs propres savoirs et pratiques permettant une agriculture de subsistance durable et diversifiée. Leur expérience des variétés à haut rendement et des technologies dépendantes de la chimie apparues avec la révolution verte leur a fait comprendre qu'il était plus intéressant pour eux de se tourner vers une agriculture biologique diversifiée, avec le soutien d'organisations d'agriculteurs et de scientifiques ou d'associations telles MASIPAG et PDG Inc. »

Theodora Tsentas, "Foreign state-led land acquisitions and neocolonialism: A qualitative case study of foreign agricultural development in the Philippines", Septembre 2009  
(Texte publié par l'organisation internationale GRAIN Octobre 2009  
«Les nouveaux propriétaires fonciers»).

---

## Organiser et mobiliser les populations

Dans de nombreux pays et régions, des associations de paysans font entendre leur voix: défense de la souveraineté des paysans sur les semences, la production, la transformation et la commercialisation des produits alimentaires; appel aux dirigeants politiques à cesser leur appui à l'agriculture industrielle; interpellation des pouvoirs publics pour réaliser les infrastructures qui permettront aux paysans d'accéder aux marchés locaux; refus des importations de produits alimentaires à prix dumping; formations adaptées aux réalités agricoles locales; élaboration de règlements communautaires d'administration des terres qui n'autorisent par leur vente par parcelles; revendication d'une réforme agraire équitable au profit des petits paysans.

Des alliances larges se créent dans le but de dénoncer ce marché de la terre au profit des riches, pour défendre l'agriculture paysanne et familiale, pour faire aboutir les droits des paysans à vivre de leur travail sur leurs terres, élargir le débat par des discussions, en organisant et mobilisant les populations. Ce qui est en jeu : sauver un modèle agricole basé sur la personne et les communautés humaines et non sur le profit.

*Questions proposées aux mouvements et groupes :*

- *Quelles actions menez-vous contre le marché des terres agricoles ?*
- *Avec qui faites-vous alliance dans ces actions ?*
- *Quels obstacles rencontrez-vous dans ces actions ?*
- *Quels résultats obtenez-vous concrètement ?*

**MIJARC**



**Stop Land grabbing!**

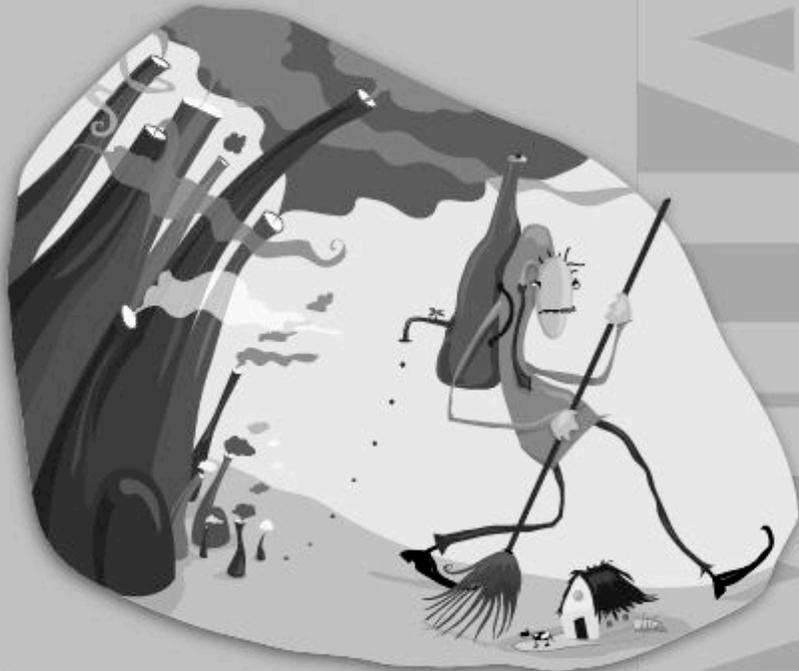
**This soil is our future!**

**Stop à l'accaparement  
des terres !**

**Ce sol est notre avenir!**

**¡No más acaparamientos de tierra!**

**¡Esta tierra es nuestro futuro!**



**JOURNÉE MONDIALE DE L'ALIMENTATION 2010  
DÍA MUNDIAL DE LA ALIMENTACIÓN 2010 • WORLD FOOD DAY 2010**



*Manifestation organisée par le MIJARC et KCYM lors du Symposium international sur « l'accaparement des terres et les menaces pour la biodiversité » Chalakkudi (Kerala/Inde) - Juillet 2010.*



**PUBLIE PAR**

Fédération Internationale des Mouvements d'Adultes Ruraux Catholiques  
 Federación Internacional de los Movimientos de Adultos Rurales Católicos  
 Federação Internacional dos Movimentos de Adultos Rurais Católicos  
 International Federation of Rural Adult Catholic Movements

**Editeur responsable**

George Dixon FERNANDEZ, rue Jaumain 15 - 5330 ASSESSE (BELGIQUE)